

# Stratégie et mirage

Kharroubi HABIB

25 janvier  
2015



Le président vénézuélien Nicolas Maduro dont le pays est dans une passe dangereuse pour sa stabilité du fait de l'effondrement des cours du pétrole qui lui procurent l'essentiel de ses ressources financières s'est rendu à Téhéran, puis à Ryadh et enfin à Alger pour y plaider la nécessité d'une intervention de l'OPEP qui permettrait de redresser ces cours.

Si Maduro a trouvé à Téhéran et Alger des oreilles attentives, finalement sa tentative de constituer un front des pays membres de l'OPEP qui appuierait sa demande d'une intervention concertée pour au moins stopper la dégringolade des prix pétroliers a manifestement échoué du moment qu'à Ryadh, il lui a été opposé une fin de non-recevoir à une telle initiative.

Il ne pouvait en être autrement de la part des autorités d'un pays qui est grandement pour ne pas dire l'acteur principal à l'origine de la crise pétrolière qui pénalise les Etats producteurs. Ce dont personne ne doute désormais. Certes, l'Arabie saoudite n'a pas déclenché cette crise pétrolière. Celle-ci a démarré dès lors que la demande en pétrole a fléchi sous le coup du ralentissement de croissance qui a affecté les économies mondiales pour certaines entrées carrément en récession. Mais Ryadh a contribué à l'aggraver en refusant que l'OPEP régule, quand cela aurait pu être possible, la distorsion qui s'est créée entre l'offre et la demande sur les marchés pétroliers en procédant à une réduction adaptée des quotas de production de ses Etats membres.

Son refus a fait dans un premier temps l'objet de l'interprétation que la monarchie saoudienne a opté pour une telle décision avec pour calcul de « punir » la Russie, l'Iran et même l'Irak, pays producteurs de pétrole ultra-dépendants de la manne financière que leur procure cette ressource. Etats avec lesquels elle est en confrontation tout à la fois sur la question syrienne, le dossier du nucléaire iranien que pour des raisons d'ordre religieux et de rivalité pour le leadership régional. Il se prête désormais à une autre lecture du moment que l'Arabie saoudite persiste dans sa position du « laisser-faire » qui est en train de plonger les prix sous des seuils qui outre que cela met à genoux les pays cités mais également pratiquement tous les Etats producteurs.

Il apparaît en effet clairement que Ryadh favorise la chute des cours dans un autre dessein qui est celui de contrer la concurrence que l'exploitation du gaz de schiste fait au pétrole classique. S'estimant à l'abri le temps que cette exploitation en vienne à n'être plus attractive en terme de coût et de bénéfice des conséquences du manque à gagner financier qu'elle enregistrera, la monarchie estime avoir les moyens de sa stratégie. D'autant que pour elle, elle répond également à un objectif politique et sécuritaire. L'indépendance énergétique que les Etats-Unis ont retrouvée grâce à l'exploitation du gaz de schiste nourrit en effet à Ryadh la crainte qui n'est pas que fantasmagorique d'un lâchage américain du Royaume.

Le retour de bâton possible qui pourrait en résulter pour Ryadh est qu'en s'en prenant aussi franchement à l'industrie du gaz de schiste étasunienne et aux multinationales du pétrole, elle a pris le risque d'encourager et de

renforcer les lobbys qui prônent le désengagement américain à son égard. Les émirs saoudiens présument un peu trop de la puissance que le pétrole confère à leur monarchie et semblent persuadés qu'elle peut leur permettre de contraindre l'Amérique à réviser sa politique énergétique. Il y a fort à parier que les Etats-Unis se chargeront le moment opportun pour eux de leur démontrer qu'ils ont bâti leur stratégie sur un mirage.

Kharroubi Habib

»» <http://www.tamoudre.org/strategie-et-mirage/opinions/>